

Une oasis pour les journalistes

L'ASBL En-GAJE, acronyme de « Ensemble – Groupe d'aide aux journalistes exilés », offre soutien, réseau et reconnaissance professionnelle aux journalistes qui ont dû fuir leur pays. Une manière de lutter en faveur de la liberté de la presse, malmenée un peu partout dans le monde, et aussi de contribuer à changer le regard que l'on porte sur les immigrés.

Isabelle Philippon (CSCE)

« J'étais totalement découragé. J'avais perdu mon énergie, mes repères, mon travail, ma famille, mes amis, mon pays. Mon vain combat pour me fixer quelque part m'épuisait. J'étais à deux doigts de perdre pied, quand on m'a mis en contact avec En-Ga-Je. Cette ASBL m'a aidé à confectionner mon dossier en vue du statut de réfugié, m'a permis de faire de belles rencontres et de retisser du lien social et, surtout, de renouer avec ma passion, mon métier : le journalisme. » Ebrahim, originaire de Syrie où il était à la fois journaliste et militant politique, a débarqué en Belgique en mai 2021, après une période traumatisante, plusieurs passages par la case prison, un long périple et de nombreux rebondissements (lire son interview en p. 51). Aujourd'hui, sa

journalistes contraints à l'exil en raison de leur activité. Je me le suis alors juré : la concrétisation de ce projet allait être le projet de ma retraite. »

La Maison des Journalistes de Paris : un exemple inspirant

A ces Assises du journalisme, une jeune journaliste burundaise demandeuse d'asile en France raconte à Jean-François Dumont les raisons pour lesquelles elle a fui son pays, les conditions de son arrivée en France et sa rencontre salvatrice avec la Maison des Journalistes (MDJ). L'association est née en 2002 à Paris grâce à l'initiative de Danièle Ohayon, écrivaine et ancienne journaliste à France Info. Deux ans plus tôt, dans un parc, elle

grande bâtisse de 14 chambres qui fut, en son temps – petit clin d'œil de l'histoire –, une usine de fabrication de... brosse à reluire, aujourd'hui reconvertie en lieu d'accueil pour les journalistes qui, précisément, ont refusé d'en être. Et qui, en raison de leur liberté de ton ou leur opposition aux pouvoirs en place, ont été menacés, emprisonnés, et pour certains torturés dans leur pays. Depuis sa création, la MDJ a accueilli quelque 500 journalistes de 80 pays, qui ont pu amorcer là leur reconstruction. La MDJ ne propose pas seulement un sas de décompression et un lieu d'hébergement temporaire : à travers *L'œil de la MDJ*, son média en ligne, elle offre à ses résidents et ex-résidents un espace où ils et elles peuvent continuer d'exercer leur droit d'informer et de critiquer (2).

En-GAJE veut contribuer à défendre la liberté de la presse partout dans le monde et, aussi, à changer le regard des Belges sur les migrants

situation reste très précaire, mais En-GAJE lui a permis de garder la tête hors de l'eau.

« C'est après avoir assisté aux Assises du journalisme à Tours, en France (1), au printemps 2018, que l'idée de ce projet s'est imposée à moi, explique Jean-François Dumont, l'ex-rédacteur en chef adjoint du *Vif/L'Express*, devenu par la suite Secrétaire général adjoint de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP) : il fallait créer, en Belgique, une structure où accueillir des

avait rencontré un SDF, un journaliste thétchéne contraint à la fuite, qui avait tout perdu : un choc, pour Ohayon, qui s'est alors lancée corps et âme dans ce projet, dans lequel elle a embarqué le réalisateur Philippe Spinau. Depuis plus de vingt ans, l'association défend les valeurs fondamentales d'une information libre dans le monde en accueillant et en accompagnant des professionnels des médias venus trouver refuge en France. La Maison des Journalistes possède, au cœur de la capitale française, une

Bref : Jean-François Dumont, stimulé par la découverte de cette association française, se jure alors de créer quelque chose de cet ordre en Belgique. Conscient qu'on ne se lance pas tout seul dans pareille aventure, il teste l'idée auprès de, notamment, Societa Ngo, directrice générale de l'ASBL Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers/Ciré - une ASBL qui défend les droits des personnes exilées en Belgique, avec ou sans titre de séjour -, et de Florence Le Cam, qui dirige le département de journalisme de l'ULB. Elles accueillent l'idée avec enthousiasme : un tel projet, pressentent-elles, aiderait bien sûr des personnes en détresse, mais contribuerait également à défendre la liberté de la presse et, peut-être aussi, à changer le regard des Belges sur les migrants. Ce petit monde organise alors un tour de table avec des représentants d'asso-

exilés

ciations engagées dans l'accueil des réfugiés et/ou la défense de la liberté de la presse.

Une « maison des journalistes » à la belge, version light

Les choses avancent à un bon rythme : en décembre 2018, quelques journalistes et représentants de plusieurs institutions couchent sur pa-

d'une carte de presse : le statut de *media workers* (en usage à la Fédération internationale des journalistes) a donc été retenu comme le plus pertinent pour qualifier ceux qui participent à la diffusion de l'information. Assez rapidement, il apparaît aux porteurs du projet que la « maison des journalistes à la belge » serait amputée de son volet hébergement : la MDJ bénéficie d'un financement important (la plupart des médias français parrainent une chambre, le Fonds européen pour les réfugiés, la Ville de Paris et plusieurs opérateurs privés lui versent des fonds), et la recherche d'un tel financement chez nous aurait considérablement retar-

Palace, soit au siège de l'Association des journalistes professionnels (AJP), à Bruxelles.

Des services et de la reconnaissance professionnelle

Dès le début de l'année 2019, EN-GAJE organise donc ses premières réunions avec des journalistes exilés en Belgique, contactés sur la base du fichier de contacts transmis par la Fédération internationale des journalistes. Plusieurs réunions et quelques fructueuses discussions plus tard, les trois axes autour desquels s'articuleraient les actions de l'ASBL sont clairement identifiés.

En-GAJE (son initiateur Jean-François Dumont à droite sur la photo) a reçu le Prix de la Démocratie et des Droits de l'Homme du parlement FWB en mars 2022.



pier les statuts de l'ASBL « Ensemble – Groupe d'aide aux journalistes exilés » : En-GAJE était né, avec pour objet social « L'aide aux travailleurs des médias en exil et le soutien à la liberté d'informer ».

Notons que les statuts, parus dans *Le Moniteur* du 9 janvier 2019 (4), précisent que le terme de « journalistes » doit s'entendre au sens de « travailleurs des médias ». En effet, tous les journalistes ne sont pas détenteurs

dé la concrétisation du projet, dont la pérennisation aurait en outre été très compliquée à assurer.

Dans le même souci de sobriété financière, l'association décide après quelques mois de renoncer à son bureau : les rencontres entre journalistes exilés se dérouleront au Presse Club Bruxelles Europe, et les réunions de l'association se tiendront à Bruxelles, soit au Centre de presse international logé dans le Résidence

Le **premier axe** représente le volet « Aide et services » : les journalistes exilés ont besoin de soutien, notamment pour leurs démarches juridiques, pour s'inscrire dans un parcours de formation professionnelle, pour apprendre le français, etc. : « Nous écoutons leurs besoins et tentons d'y répondre le plus concrètement possible. Nous aidons également ceux qui font une demande d'asile à élaborer leur dossier, notamment en attestant de

⇒ la réalité journalistique dans leur pays et des dangers qu'ils encourraient s'ils devaient être renvoyés chez eux. » Mais pas question, dans l'esprit des fondateurs de l'ASBL, d'être une « association de gentils Blancs qui viennent en aide aux journalistes immigrés », souligne Dumont. Via cinq d'entre eux qui présents au CA, ces derniers sont véritablement partie prenante de l'organisation ; ils participent aux décisions et orientent les actions.

Le deuxième axe est plus spécifiquement lié à la sauvegarde de l'identité professionnelle de ces journalistes, et à la défense de la liberté de la presse. Lancé en mars 2022, *Latitudes*, le média en ligne collaboratif et trilingue (français-néerlandais-anglais) des journalistes en exil et des étudiant.es en journalisme de l'ULB et de la VUB, leur offre un espace où publier leurs

Certains journalistes exilés étaient des stars dans leur pays. Un jour, ils ont dû quitter tout ça, et ici ils ne se sentent plus personne, juste un chiffre versé dans les statistiques de l'immigration

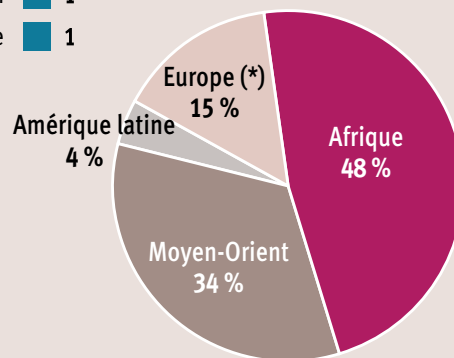
récits, leurs analyses de politique internationale et leurs reportages, sous la forme d'articles, de podcasts, vidéos et autres webdocs (4) : « Un journaliste reste un journaliste, même s'il a dû fuir son pays et son média. Certains journalistes exilés étaient des stars dans leur pays : ils présentaient le JT sur une chaîne de télévision nationale, dirigeaient une radio, écrivaient pour une revue ou un journal connus, étaient des spécialistes reconnus. Un jour, ils ont dû quitter tout ça, et ici ils ne se sentent plus personne, juste un chiffre versé dans les statistiques de l'immigration. On ne peut évidemment pas leur épargner le choc de l'exil. Mais au moins, dans *Latitudes*, ils peuvent continuer d'exercer leur métier, et ce contre rémunération, ce qui nous paraissait important. » Bien sûr, tous rêvent de pouvoir intégrer un jour une « vraie » salle de

RÉPARTITION DES JOURNALISTES EXILÉS EN BELGIQUE



Toutes les semaines, deux journalistes sont assassinés dans le monde, soit plus de 2600 depuis 1990, selon les chiffres de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), première organisation professionnelle dans le monde avec plus de 600.000 membres. Aujourd'hui, plus de 230 sont emprisonnés, et plusieurs centaines, dont de nombreuses femmes, sont quotidiennement harcelés, violentés, maltraités.

En Belgique, nous ne disposons pas de données chiffrées complètes sur la présence de journalistes exilés. Mais cette présence est avérée pour au moins 83 d'entre eux, demandeurs d'asile, réfugiés ou personnes ayant obtenu la nationalité belge et recensés à ce jour par En-GAJE. Ces 83 journalistes exilés sont originaires de quatre continents – l'Afrique est prédominante – et de 23 pays (Palestine incluse). Dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'association s'attend à ce que des journalistes en provenance de Russie viennent d'ici peu gonfler les effectifs, eux qui risquent la prison s'ils s'écartent de la vérité officielle... (Source : En-GAJE)



(*) Les Etats sont classés selon la méthodologie de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), qui inclut la Turquie, la Serbie et l'Ukraine dans la « grande Europe ».

rédaction, pouvoir collaborer à une « vraie » chaîne radio ou télé, ou à un « vrai » journal, mais le parcours est semé d'embûches : soit leur diplôme n'est pas reconnu chez nous, soit ils maîtrisent imparfaitement le français ou le néerlandais, soit les médias « traditionnels » sont frileux. Jean-François Dumont de relever ce paradoxe : « Plusieurs études pointent l'absence de diversité dans les médias belges,

et aussi bien les médias eux-mêmes que les instances professionnelles tels que le Conseil Supérieur de l'Audiotvisuel (CSA) et l'Association des journalistes professionnels (AJP) en admettent le constat. A En-Ga-Je, on met à leur disposition un répertoire d'une cinquantaine de journalistes exilés qui ont du métier et des compétences spécifiques, et qui pourraient faire de bons articles ou être interviewés en tant que témoins,

experts, ou encore servir d'interprètes, etc. Mais il faut bien constater qu'il est compliqué d'établir un lien entre ces journalistes et les médias belges... »

Alors, En-GAJE se démène pour que « ses » journalistes – ils sont au nombre de 87 aujourd'hui - aient le plus de visibilité possible : dans le cadre du programme « Journalistes en classe » (JEC) de l'AJP (5), ils témoignent de leur parcours dans les écoles, sensibilisent les élèves à l'importance de la liberté de la presse; certains interviennent également dans des cours ou des ateliers à l'Ihecs (Institut des Hautes Etudes des Communications Sociales), et « deux journalistes exilés ont obtenu un contrat d'assistant à l'ULB », se félicite Dumont.

Contribuer à faire changer le regard

Et c'est ici qu'apparaît le **troisième axe** autour duquel s'articulent les actions de l'ASBL, à savoir l'axe de la sensibilisation du grand public. A En-Ga-Je, on a bien compris l'importance, pour ces personnes déracinées, de pouvoir nouer des liens, faire des rencontres, se créer un réseau : l'ASBL favorise des rencontres entre journalistes exilés, et un site web, une newsletter et les réseaux sociaux contribuent à briser les solitudes et à nouer des contacts professionnels et personnels. Elle organise aussi des rencontres-dialogues et des expos à destination du grand public. Ainsi, au printemps 2023, le parlement francophone bruxellois accueillait l'exposition « Journalistes en exil », déjà présentée dans plusieurs lieux en Région bruxelloise et en Wallonie. Les portraits du photographe bruxellois Frédéric Moreau de Bellaing témoignaient magistralement des parcours et des souffrances des journalistes exilés, lesquels ont également raconté comment ils vivaient désormais en Belgique, et comment ils tentaient de poursuivre, à distance et souvent dans la souffrance, leur combat en faveur de la liberté d'expression. « Ces échanges et ces rencontres entre les journalistes exilés et les citoyens belges, que ce soit à l'aide de ce type d'événements ou de rencontres dans les écoles, les hautes écoles et les universités, contribuent, nous l'espérons, à changer le regard que l'on porte sur les réfugiés : il s'agit bien ici de femmes et d'hommes instruits, curieux, qui avaient un boulot passionnant, et qui ont eu le courage de ↗

L'engagement de Lailuma

En tant que femme et journaliste, il est impossible à Lailuma de vivre dans son pays, l'Afghanistan. Réfugiée en Belgique, elle milite inlassablement pour la cause des femmes afghanes et soutient la diaspora établie en Europe.

Pas facile, quand on est journaliste, d'exercer son métier en Afghanistan. Encore moins quand on est une femme. Et encore moins quand on est journaliste politique et qu'on milite en faveur de la liberté. Lailuma Sadid en sait quelque chose. Au début des années 2000, après ses études en journalisme à Kaboul, la jeune femme travaille comme journaliste dans une chaîne de télé, et elle apparaît sans voile à l'écran : cela lui vaut immédiatement des

menaces de mort (1). « Dès que je sortais dans la rue, on me regardait de travers, et cela même durant toute la période où les Talibans ne détenaient pas les leviers du pouvoir. L'émancipation des femmes ne figure pas dans les priorités des mentalités en Afghanistan, loin s'en faut. Il est profondément ancré dans les esprits que la place des femmes est à la maison, à moins qu'elles soient actives dans les soins de santé ou dans l'enseignement. Bien sûr, chez les intégristes, c'est pire encore... »

La diplomatie et l'exil en Belgique

En 2009, résignée à changer de métier, elle se lance dans la diplomatie, et vient travailler à l'ambassade afghane à Bruxelles. Accréditée auprès de l'Union européenne ↗



Lailuma milite inlassablement pour la défense des droits des femmes afghanes, et offre soutien et réseau à la diaspora afghane en Europe, via son association Nadoe.

PHOTO EN-GAJE

⇒ et de l'Otan, elle mène des entretiens sur les pourparlers de paix avec l'envoyé spécial européen pour l'Afghanistan et les députés européens. Elle couvre aussi des réunions de très haut niveau à Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg, ainsi que divers sommets de chefs d'Etat à Varsovie, Londres et Bruxelles. Elle est, là encore, la première femme à exercer ce type de fonction « sensible ». De quoi se faire encore plus mal voir par les Talibans, qui la considèrent comme une espionne à la solde des puissances occidentales. A son retour au pays, en 2012, la voilà donc à nouveau aux prises avec des menaces de mort. Elle ne tarde donc pas à revenir en Belgique – à Namur d'abord, à Molenbeek (Bruxelles) ensuite –, avec ses deux enfants et son mari.

En 2020, après avoir décroché un Master en Sciences politiques à l'ULB (1), Lailuma apprend l'existence de l'ASBL En-GAJE, et cette rencontre constitue pour elle un nouveau tournant. « Grâce à cette association, j'ai pu renouer avec mon identité de journaliste, via le média en ligne *Latitudes*, pour lequel je couvre la situation en Afghanistan et, plus largement, la situation des femmes dans le monde. C'est vraiment une belle plateforme pour les journalistes exilés en Belgique : elle leur redonne un peu de lumière. Elle permet aussi des

rencontres avec les autres journalistes exilés en Belgique : on se parle, on se passe des infos, on se soutient, et ça fait du bien. » L'association – dont elle est depuis devenue membre du conseil d'administration – l'aidera également à décrocher un poste d'assistante de recherche dans la section de Journalisme de l'ULB, un rôle qu'elle assume en plus d'un job de pigiste chez *Brussels Morning Newspaper*, un quotidien en ligne de langue anglaise. Comme tous les journalistes exilés, son rêve le plus cher est de trouver du boulot en tant que journaliste professionnelle dans un média belge, « mais c'est très difficile, les médias sont frileux, et même avec des diplômes, de l'expérience, la connaissance de plusieurs langues, on n'arrive pas à se faire reconnaître ».

L'engagement dans le sang

« Je suis arrivée en Belgique sans rien connaître sur ce pays, sans rien connaître de mes droits, et sans amis, se souvient-elle, mais ce pays est désormais mon chez moi. » Bien sûr, l'Afghanistan – ses racines – lui manque, mais elle n'envisage pas d'y retourner. « La situation y est désormais totalement intenable pour les femmes, ainsi que pour les journalistes, quel que soit leur genre. Sortir, faire des reportages, émettre des analyses critiques : tout cela est impossible. Les médias ne bénéficient plus d'aucune

aide financière ; ils sont soit en faillite, soit totalement muselés. »

Mais Lailuma a l'engagement chevillé au corps : elle a donc décidé de se mobiliser pour aider les femmes de son pays, en faveur desquelles elle organise des manifestations, des événements, des conférences, des séminaires, afin de sensibiliser la population et les autorités politiques belges. Elle aide aussi les Afghanes qui, comme elles, sont réfugiées en Belgique : « Elles ont besoin de soutien pour apprendre une des langues nationales, pour chercher du boulot, comprendre leurs droits, mettre leur dossier en ordre, etc. »

Son engagement ne se limite pas aux femmes, même si elle leur consacre la plus grande part de son énergie. C'est ainsi qu'elle a créé l'association *Nadoe (Network of Afghan Diaspora Organisations in Europe)*, qui apporte son soutien à la diaspora afghane en Europe. A ce titre, Lailuma a été primée en 2020, au Forum international du leadership des femmes dans l'Union européenne. Et, le 21 septembre dernier, elle a été récompensée du prix international Henri Lafontaine pour l'Humanisme. Une belle reconnaissance.

(1) L'Afghanistan occupe le 152^e place sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse 2023 établi par Reporters sans frontières.

⇒ témoigner en prenant le contrepied des autorités de leur pays. »

En un peu plus de quatre ans d'existence, En-GAJE s'est bien implantée dans le tissu associatif et, en 2022, elle s'est vue récompensée du Prix pour la Démocratie et les Droits de l'Homme du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles : ce Prix, d'un montant de 10.000 euros, récompense l'ASBL En-GAJE qui soutient la liberté de la presse, l'un des fondements de l'Etat de droit,

en permettant aux journalistes exilés qu'elle accueille de garder leur identité professionnelle et d'éclairer l'opinion sur les situations qu'ils et elles fuient », soulignait alors le parlement. Une belle reconnaissance, et aussi un peu d'oxygène pour les finances de l'association qui, on s'en doute, sont sous tension. « Jusqu'ici, nous fonctionnons avec des bénévoles, indique Jean-François Dumont. Mais, vu notre niveau d'activités et le nombre de nos projets, nous allons devoir bénéficier de l'apport de colla-

borateurs rémunérés. Ce qui implique, bien sûr, que nous trouvions de nouvelles sources de financement structurel. Car les subventions décrochées auprès de la Cocof, de la Région bruxelloise ou de la FWB, ainsi que les quelques dons des membres institutionnels, n'y suffiront pas. » Un nouveau défi à relever... □

(1) <https://journalisme.com/qui-sommes-nous/> Les Assises du journalisme constituent un lieu d'échanges et de réflexions sur le journalisme et sa pratique, indépendant de toute tutelle. Un lieu ouvert aux

Toutes les études pointent le manque de diversité de la presse belge. Pourtant, il est compliqué d'établir un lien entre les journalistes exilés dans notre pays et les médias belges...



Les journalistes exilés et les initiateurs d'EGAJE participent régulièrement à l'opération « Journalistes en classe » : de quoi conscientiser les étudiants sur la réalité de l'exil, ainsi que sur l'importance de défendre la liberté de la presse.

journalistes et aux éditeurs, aux étudiants et enseignants, aux chercheurs et – surtout – aux citoyens.

(2) <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/> Dans *L'œil de la MDJ*, l'association relaie le combat de « ses » journalistes, qui présentent dans ses pages l'état de la presse dans leur pays d'origine et exercent un droit de suivi sur la situation politique.

(3) <https://www.engaje.be/a-propos/association/> Les Fédérations internationale et européenne des journalistes (FIJ/FEJ), le CIRE, l'ULB, la VUB, la Ligue des droits humains Amnesty International (BF), l'Association des journalistes professionnels (AJP) et son homologue néerlandophone (VVJ) s'y sont associées.

(4) <https://medialatitudes.be/> *Latitudes* est un média en ligne, créé en mars 2022 en Belgique par l'ASBL En-Gaje, l'ULB et la VUB. Consacré essentiellement aux thèmes des droits humains, des migrations et de la liberté d'expression, ses contenus sont réalisés par des journalistes en exil, des étudiants en journalisme de l'ULB et de la VUB. La rédaction de *Latitudes* est animée par un comité éditorial, composé de membres des trois organisations fondatrices et de journalistes exilés en Belgique.

(5) <https://www.ajp.be/jec/> Lancée et coordonnée par l'Association des journalistes professionnels (AJP), l'opération « Journalistes en classe » a pour objectif de répondre gratuitement aux demandes du milieu scolaire et du secteur Jeunesse désireux de recevoir des journalistes professionnels (presse écrite, radio, télé, web). Les objectifs de cette visite peuvent être aussi bien une initiation au monde des médias que l'explication du métier de journaliste, une discussion sur un sujet d'actualité, une aide à la réalisation d'un média.

Le désenchantement d'Ebrahim

Ebrahim Mahfoud a connu les affres de la prison en Syrie, de la fuite de son pays, et de la galère ici, en tant que demandeur d'asile. Il pensait pouvoir mettre sa fine connaissance de la réalité sociale et politique du Moyen-Orient au service d'un média belge. Espoir déçu...

Il a fait des études d'avocat au Liban, mais c'est dans le journalisme qu'il a trouvé sa voie, sa passion, depuis une quinzaine d'années. Dans un journal satirique syrien d'abord, pour divers médias en ligne ensuite. En tant qu'observateur averti et critique, Ebrahim produit des reportages considérés comme « militants » par les sbires politiques : il connaît la prison, la torture, une période de sa vie dont il garde encore pas mal de stigmates dans sa chair, et qu'il n'aime pas évoquer tant elle lui rappelle des souvenirs insoutenables (1).

Pour échapper à la police, il s'en-

fuit au Liban en 2012, avant de gagner la Turquie dans l'espoir de retrouver son village natal où réside encore toute sa famille.

Pas de chance : la police turque l'arrête, et l'expulse vers le Liban. « Là-bas, j'ai vécu longtemps dans la peur de me faire expulser vers la Syrie, où ma seule perspective était le retour dans les geôles du régime. »

Désillusion italienne

Une amie journaliste le met alors en contact avec une association caritative italienne, qui l'aide à rejoindre l'Italie : Turin d'abord, la Sicile ensuite. Ebrahim obtient une collaboration dans un journal en ligne écrit en allemand, en anglais et en langue arabe (il pratique couramment les deux dernières), ainsi qu'un boulot de reporter dans une télé locale. Il décroche également un stage à Tv2000, une chaîne de télé bien connue en Italie : « A la fin du stage, j'ai reçu les félicitations du rédacteur en chef : je me pensais sur

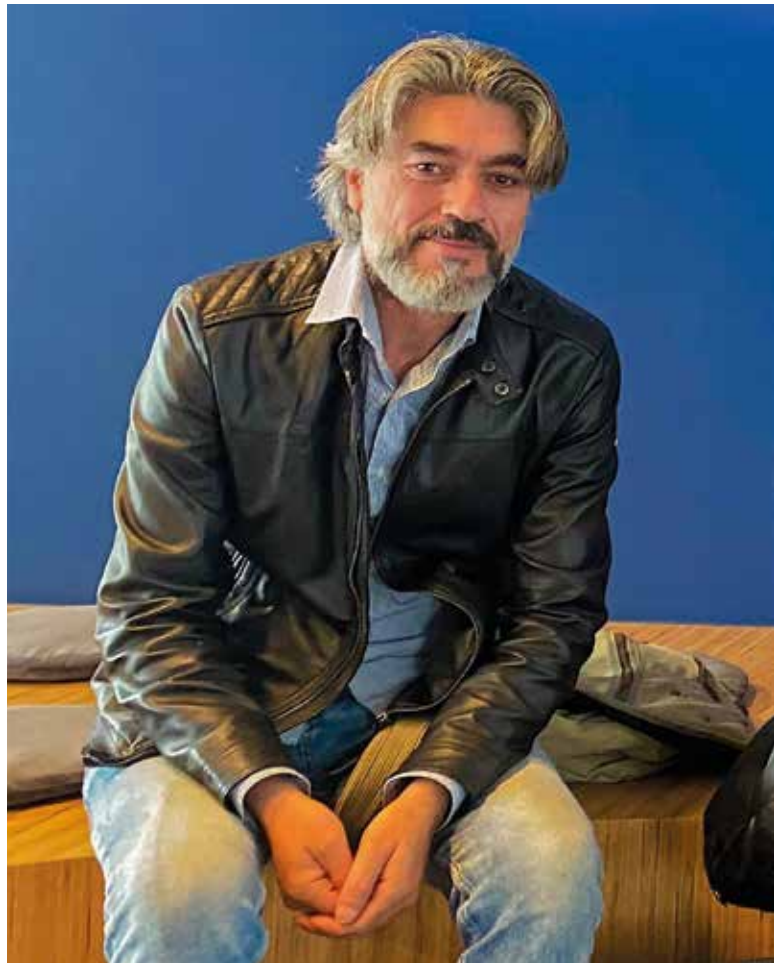
Ebrahim n'a pas renoncé à l'espoir de pouvoir exercer ses talents de journaliste. Mais la route est semée d'embûches et le désespoir guette.

PHOTO EN-GAJE

⇒ le point d'être engagé. » Mais non...
 « Après avoir longtemps nourri l'espoir d'être engagé comme journaliste professionnel, j'ai pris conscience que, faute de reconnaissance de mon diplôme, et à moins de me lancer dans de nouvelles études de cinq ans, les portes m'étaient fermées en tant que journaliste professionnel. » Une réalité inacceptable pour Ebrahim qui, à quarante-cinq ans, n'a plus de temps à perdre s'il veut exercer son métier de journaliste. Commence alors une vie de galère, avec quelques collaborations et des petits boulots au noir : « J'ai compris que je devais reprendre la route de l'exil, car je n'aurais aucun avenir en Italie. J'avais quelques amis en Belgique, où j'avais déjà fait deux séjours dans le passé, c'est donc ce pays que j'ai décidé de rejoindre. »

L'espoir avec EN-GAJE

En mai 2021, après un périple mouvementé dont il n'aime pas parler, Ebrahim débarque donc dans notre pays, bien décidé à chercher un travail



« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » : entre ce que prescrit l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et la réalité, il y a un fossé... qu'En-GAJE s'efforce de réduire.

L'entêtement de Joséphine

Les injustices la révoltent, et elle le fait savoir. Son franc-parler lui a valu l'exil, mais Joséphine ne s'est jamais résignée. Aujourd'hui, elle cumule la présentation du journal parlé d'une radio en ligne burundaise indépendante à une collaboration pour *Latitudes* et un master en sciences politiques et sociales.

Joséphine a le journalisme radio dans la peau, mais le Burundi n'est pas franchement un eldorado pour les défenseurs de la liberté de la presse (1). Autrefois considéré comme l'un des plus dynamiques de la région des Grands Lacs, le paysage médiatique burundais s'est considérablement appauvri depuis 2015. Plusieurs radios ont été détruites – une des radios auxquelles collaborait José-

de journaliste. Il entend parler de l'ASBL En-GAJE, prend contact, décroche rapidement un rendez-vous avec Jean-François Dumont. « Là-bas, j'ai immédiatement trouvé une aide factuelle et beaucoup de soutien. L'association a tout de suite mis à ma disposition un professeur de français, et m'a aidé à me constituer mon dossier de demande d'asile. Je peux aussi – et pour moi c'est essentiel – publier, dans Latitudes (le média collaboratif en ligne de l'ASBL), des reportages politiques sur la Syrie, et ce contre rémunération. »

Las : l'Office des étrangers rend un avis négatif sur sa demande d'asile. « Cette annonce a produit sur moi l'effet d'un coup de massue. C'est difficile de rester calme, positif, de ne pas tomber en dépression. Depuis lors, je vis au jour le jour. »

Ebrahim ne baisse pas les bras pour autant : soutenu par En-GAJE, il prend contact avec les responsables des rubriques « International » des principaux médias belges francophones, où il espère décrocher une collaboration en tant que pigiste. (« Je ne rêve pas d'un emploi de salarié ; j'espère juste que l'on me laisse exercer mon métier de journaliste, en tant que free lance ou stagiaire ».) On

le reçoit « poliment », en lui faisant espérer qu'une collaboration était « peut-être envisageable ». Il envoie des articles, au Soir notamment, suite au tremblement de terre qui a ravagé une partie de la Turquie et de la Syrie en février 2023 : refusé sous prétexte que le média est alimenté par ses « propres journalistes ». « J'ai le sentiment que les médias belges pensent que, si tu es étranger, tu es fatalement moins bon. Et qu'on ne me dise pas qu'il s'agit d'un problème de langue : mon français s'améliore de jour en jour, et mes amis corrigent les fautes dans mes textes. Non ; je pense vraiment qu'il s'agit de freins psychologiques : les médias belges ne sont pas prêts à l'ouverture. »

Avenir bouché

Faute d'obtenir une collaboration ou un stage en tant que journaliste, Ebrahim galère donc de petit boulot en petit boulot : « Mais j'ai quarante-six ans : à mon âge, et avec les problèmes de santé que j'ai hérités de ma période de prisonnier politique, ce n'est pas facile. Les boulots dans l'Horeca, ça exige une résistance à toute épreuve, que je n'ai pas... »

Il sollicite un job d'interprète/médiateur auprès de la Croix-Rouge

et Fedasil – « Cela m'intéresserait beaucoup, même si ce n'est pas mon métier » – mais de ce côté-là aussi, la porte reste close.

A l'approche de la cinquantaine, Ebrahim se laisse parfois gagner par le pessimisme : « Quel avenir s'offre à moi, dans cette situation si précaire qui est la mienne depuis des années ? », s'interroge-t-il. Retourner en Syrie ? Il y pense souvent, « mais si j'y retourne par mes propres moyens, je suis un homme mort ». Il a donc demandé à Fedasil de pouvoir bénéficier du programme de « Retour volontaire », qui garantit à ceux qui en bénéficient la gratuité du voyage, ainsi – surtout – qu'une totale confidentialité et un soutien à la réinsertion. Demande rejetée...

« Je suis sous tension permanente ; j'ai souvent l'impression que ma tête va exploser », confie Ebrahim, qui tente à présent de se constituer un nouveau dossier de demande d'asile, articulé autour de ses graves problèmes de santé. Il n'a d'autre choix que de s'accrocher à cet espoir ténu...

(1) La Syrie occupe la 175^e place sur 180 dans le Classement mondial de la liberté de la presse 2023 établi par Reporters sans frontières.

phine Jones Nkunzimana dans son pays a été incendiée par les sbires du pouvoir – ou contraintes à l'exil, et les médias toujours en place sont, pour la plupart, totalement alignés sur la ligne politique du régime.

Les ennuis de Joséphine ne se sont pas limités à la sphère journalistique. Alors qu'elle travaillait en tant que chargée de communication et des relations publiques pour une ONG américaine implantée au Burundi collaborant avec le ministère de l'Agriculture, elle a été témoin de situations inacceptables et s'est fendue de quelques tweets accusateurs. « Etre la voix des sans-voix, dénoncer les atteintes à la dignité des êtres humains et aux droits humains, c'est plus fort que moi : je suis absolument incapable de me taire », sourit-elle.

Exil et montagnes russes émotionnelles

Nous sommes alors en 2016 : son employeur met fin à son contrat et,

victime de menaces de mort, Joséphine (elle a alors trente-trois ans) décide de se réfugier au Bénin où elle résidera jusqu'en 2019.

Membre du Rotary Club International, la jeune femme obtient un visa pour assister à une conférence internationale en Allemagne. Sa décision est prise : comme son passeport burundais arrive à expiration, elle profitera de cette opportunité de voyage en Europe pour rejoindre la Belgique où elle veut tenter sa chance. Sitôt arrivée, elle introduit une demande d'asile, et est hébergée au centre Fedasil pour demandeurs d'asiles de Morlanwez. « C'était très dur. Les horaires étaient très stricts, notamment pour les repas. Le petit-déjeuner était fixé à 8h30, et si on n'était pas là à temps, tant pis, on ne mangeait pas. Mais moi, là-bas, je vivais un désespoir total : je n'avais aucune envie de me lever ; j'étais plongée dans une détresse indicible et j'avais juste envie de

rester au lit le plus longtemps possible. »

En août 2019, elle se voit signifier le refus de protection internationale et intimer l'ordre de quitter le territoire. Elle doit quitter le centre. Commence alors, pour elle, une période de clandestinité, où elle vit de bouts de ficelle et de solidarité.

Refusant de céder à la résignation – « Ce n'est pas dans mon tempérament » –, elle introduit une nouvelle demande d'asile au printemps 2020. Mais on est alors en pleine crise sanitaire, et les rendez-vous à l'Office des étrangers tardent à être fixés. En juillet, alors que son dossier est toujours à l'étude, elle trouve refuge dans une structure d'accueil flottante gérée par Fedasil, équipée pour recevoir 250 résidents et amarrée au quai Rigakaaï à Gand, dans le port North Sea Port. « Cette période-là représente un bon souvenir, se souvient Joséphine. On était très libres, on pouvait se préparer à manger comme nous l'entendions. Le matin, »



Joséphine Jones Nkunuzimana : la résignation n'est pas dans son tempérament.

PHOTO EN-GAJE

⇒ je participais à des cours de néerlandais et, l'après-midi, j'avais trouvé un petit boulot – je préparais les commandes pour une société – qui me permettait de gagner un peu d'argent. »

Et puis, en novembre 2020, arrive enfin la bonne nouvelle : la demande d'asile de Joséphine est acceptée, elle peut donc désormais résider en Belgique en toute légalité. Cette bonne nouvelle signe aussi le départ obligé du centre Fedasil de Gand: après un passage à Ypres, Joséphine obtient un logement à Molenbeek (Bruxelles), où elle vit depuis lors. « Il s'agit d'une colocation, et la maison héberge surtout des étudiants, burundais, camerounais, congolais, etc. Le loyer est modeste, la chambre en bon état, et les pièces communes sont agréables. Bref : ça me plaît. »

Quand le paysage se dégage

Une collègue journaliste burundaise, Valérie Mucco, lui parle alors d'En-GAJE, avec laquelle les contacts sont fructueux : Joséphine témoigne dans les écoles dans le cadre de l'opération Journalistes en Classe, et elle écrit pour le média en ligne *Latitudes*. « EN-GAJE a un très beau sens de l'accueil, et elle offre aux journalistes exilés soutien et reconnaissance. Nous permettre d'exercer notre métier, c'est magnifique. Je me sens également très utile lorsque j'échange avec des jeunes qui sont tout étonnés d'apprendre la réalité des journalistes ailleurs dans le monde, et sur l'importance de militer en faveur de la liberté de la presse. Et puis, grâce à l'association, j'ai pu faire des rencontres extraordinaires. Parmi les journalistes

exilés en Belgique, il y a des gens qui, avant, étaient de véritables stars dans leur pays et qui, ici, sont d'illustres inconnus. Sans association de ce genre pour les soutenir, le désespoir guette. Je peux vraiment dire qu'En-GAJE m'a permis de renaître. Ainsi, bien sûr, que la reconnaissance du statut de réfugié, sans laquelle le paysage serait beaucoup plus sombre. »

Elle produit donc des reportages – notamment sur les réfugiés burundais – dans *Latitudes* et, puisqu'elle adore la radio mais que les radios « en place » au Burundi se font les porte-voix du régime, Joséphine a frappé à la porte de la radio indépendante Inzamba, Agateka kawé. Née en 2015 avec comme défi de contrer le discours contrôlé par l'État et de fournir un accès à des informations de qualité, avec l'aide notamment de journalistes burundais exilés, cette radio en ligne l'accueille à bras ouverts : elle y présente désormais quotidiennement le journal parlé en français ! Bien décidée à tirer le meilleur profit de sa chance, Joséphine a réalisé un Master en Paix, Conflits et Sécurité à l'Université Oberta de Catalunya en Espagne, avant d'entreprendre un Master à horaire décalé en Politique économique et sociale à UClouvain, où elle vient d'entamer sa troisième année. Elle tient déjà le sujet de son mémoire de fin d'études : il portera sur les politiques publiques en matière d'intégration socio-professionnelle, et en particulier sur les « articles 60 » (2). « Je vais interroger ces politiques publiques qui ne me paraissent pas adaptées, car sans lien avec les compétences professionnelles des bénéficiaires. Plutôt que de susciter de la motivation, elles engendrent des frustrations... »

A Ensemble, nous sommes impatients de connaître les résultats de son enquête...

(1) Le Burundi occupe la 114^e place sur 180 du Classement mondial de la liberté de la presse 2023 établi par Reporters sans frontières.

(2) L'« article 60 » est un sujet récurrent dans Ensemble. Le contrat de travail article 60 constitue une des aides du CPAS. En travaillant sous contrat article 60, les bénéficiaires peuvent ouvrir leur droit au chômage – ou le récupérer.

L'optimisme inébranlable d'Emmanuel

Ce jeune journaliste camerounais affiche un sourire contagieux, et un moral en béton armé. Il a la tchatche et, malgré un parcours difficile et souvent dangereux, rien ne semble devoir le décourager. A présent que sa demande d'asile a été acceptée, il compte bien trouver ses marques professionnelles en Belgique. Et s'il ne peut exercer comme journaliste, ce sera en tant qu'aide-soignant !

Ses premières amours étaient sportives, mais un accident au genou met un terme à son rêve de devenir footballeur professionnel. Il en faut davantage pour décourager Emmanuel Nlend Nlend : le jeune homme se souvient d'un stage accompli dans une chaîne radio de son pays, au début des années 2000, et qui l'avait enchanté. Le foot lui est désormais interdit ? Eh bien alors, il sera journaliste !

En 2016 – il a alors vingt-cinq ans –, Emmanuel est accepté comme stagiaire auprès d'une radio de Yaoundé. On lui confie de menues tâches : micro-trottoir, petits reportages, notes à destination des responsables des rendez-vous d'information, etc. Il s'accroche, fait ses preuves, parvient à s'imposer. Un an plus tard, le voilà nommé responsable de l'animation à l'antenne : il concocte *La Matinale*, prépare et présente le Journal Parlé de midi. Une première victoire mémorable.

La prison au Cameroun

C'est sans compter avec la personnalité du jeune journaliste, son sens aigu de la justice (« *Je suis issu de l'ethnie Bassa : on est réputés être intransigeants avec les valeurs morales* »), qu'il estime mis à mal par la candidature de Paul Biya aux élections présidentielles de 2018, pour un septième mandat. « *Il occupe la présidence sans discontinuer depuis 1982, et le pays est rongé par la corruption et le chômage des jeunes : je ne pouvais pas me taire.* » Ses « impertinences » à l'antenne lui valent plusieurs suspensions d'antenne : « *Le directeur m'a menacé, mais cela ne m'a pas fait taire pour autant.* » Jusqu'à cet incident, qui l'a mené en prison : « *J'ai eu vent de licenci-*

ments abusifs et de corruption massive au sein d'une société publique soutenue par le directeur général de cette société publique. J'ai dénoncé la situation sur antenne, pendant La Matinale, à une heure de grande écoute. J'ai été arrêté et jeté en prison. Rétrospectivement, je trouve que j'ai eu beaucoup de chance : pour moins que ça, au Cameroun, des journalistes se font tuer par les services secrets ; cela s'est encore produit en janvier dernier. » (1)

La fuite et l'errance

Emmanuel parvient à s'enfuir, et se réfugie chez un ami en veillant à brouiller les pistes pour qu'on ne parvienne pas à le retrouver. Il possède un passeport toujours valide, une denrée rare et très précieuse dans son pays : c'est décidé, il quittera le Cameroun, laissant au pays un fils âgé de dix mois. Un de ses cousins met en vente un petit terrain qui lui appartient, et avec cet argent

il se paie les services d'un passeur et soudoie la police des frontières de l'aéroport. Quelques heures plus tard, le jeune homme débarque à Roissy : « *Je me suis retrouvé dans la nature, je ne connaissais absolument personne.* » Il tente de rejoindre l'Angleterre, mais il a été à deux doigts de se noyer et renonce à la traversée. « *Un matin, en me réveillant, j'ai senti que c'était en Belgique que je devais tenter de me rendre.* » Sans un sou en poche, et bien entendu sans papiers valables, il monte alors dans un train en direction de Bruxelles-Midi, et par une incroyable baraka, il échappe au contrôle des billets. « *Je débarque donc à la Gare du Midi, dans le dénuement le plus total, et je passe plusieurs jours et nuits dans la rue.* »

En prison... en Belgique

Ses pas l'amènent jusqu'au quartier Matongé, à la Porte de Namur (Bruxelles), où vit une grande com- ➤



Emmanuel Nlend Nlend : un sourire désarmant, de l'énergie à revendre, et une capacité d'adaptation phénoménale.

PHOTO EN-GAJE

→ communauté africaine. « *Un Camerounais m'a repéré, m'a offert à manger, et m'a conseillé de m'adresser au Ciré/Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers* (NDLR : une ASBL active dans les droits des personnes exilées, avec ou sans titre de séjour) ainsi qu'à un cabinet d'avocats spécialisés dans les demandes d'asile. » Il trouve refuge à Le Bocq, un centre pour demandeurs d'asile de la Croix-Rouge à Yvoir. Début juillet 2019, il introduit officiellement sa demande d'asile... dont on lui apprend le rejet à la fin de l'année, assorti d'un ordre de quitter le territoire.

Entre-temps, après avoir tenté en vain, faute de places disponibles, de s'inscrire à une formation en journalisme et marketing destinée aux demandeurs d'asile, Emma-

manuel s'était inscrit à une formation d'aide-soignant à Salzinnes. Après avoir reçu l'ordre de quitter le territoire, il est hébergé par une famille congolaise qui a eu, peu après, la désagréable surprise de voir débarquer la police à son domicile. Emmanuel est absent à ce moment-là, mais son avocate lui conseille de se présenter au commissariat. Mal lui en prit : « *On m'a enfermé dans une cellule glaciale, avant de me transférer à la prison de Merksplas, un centre fermé pour illégaux. J'y suis resté vingt-et-un jours, et puis le président du tribunal de Huy a ordonné ma libération, en délibéré.* »

La chance, enfin

Libéré, Emmanuel réintroduit une nouvelle demande d'asile en avril 2020 et, victoire !, celle-ci est accep-

tée en novembre 2021. Quelques mois plus tard, il est reçu aux examens de sa dernière année de formation comme aide-soignant, il réussit son travail de fin d'études (TFE), et le voilà diplômé aide-soignant ! Une période bénie, durant laquelle il est approché par Caritas International, ONG belge de solidarité internationale qui soutient les victimes de violences, de catastrophes et de la pauvreté et lutte contre les centres de détention pour les illégaux : « *Ils m'ont interviewé, et ce sont eux qui m'ont mis en contact avec En-GAJE.* » Par l'intermédiaire de l'ASBL, Emmanuel trouve un premier logement dans un habitat groupé à Wezembeek-Oppeem et ensuite, grâce cette fois à l'ASBL Singa qui met en contact des bénévoles

L'inquiétante situation de la

La dernière édition du Classement mondial de la liberté de la presse a rendu un verdict sans appel : les conditions d'exercice du journalisme sont mauvaises, voire carrément catastrophiques dans sept pays sur dix. Pas étonnant, dès lors, si de nombreux journalistes sont contraints à l'exil.

Isabelle Philippon (CSCE)

L'objectif du Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans Frontières (RSF) (1) est de comparer le degré de liberté dont jouissent les journalistes et les médias dans 180 pays ou territoires. La définition de la liberté de la presse retenue par RSF et son panel d'experts pour élaborer son classement est la suivante : « *La liberté de la presse est la possibilité effective pour les journalistes, en tant qu'individus et en tant que collectifs, de sélectionner, produire et diffuser des informations dans l'intérêt général, indépendamment des interférences politiques, économiques, légales et sociales, et sans menace pour leur sécurité physique et mentale.* »

L'édition 2023 évalue les conditions d'exercice du journalisme dans 180 pays et territoires. La situation est qualifiée de « très grave » dans

trente et un pays, « difficile » dans quarante-deux et « problématique » dans cinquante-cinq. Elle n'est considérée comme « bonne » ou « plutôt bonne » que dans seulement cinquante-deux pays (dont la Belgique). « *Autrement dit, peut-on lire en conclusion dans le Classement de RSF, les conditions d'exercice du journalisme sont mauvaises dans 7 pays sur 10 et satisfaisantes dans seulement 3 pays sur 10.* » Pas franchement de quoi se réjouir.

Le bond en arrière de la Chine

L'Asie abrite les pires régimes du monde pour les journalistes : le trio de fin du classement est composé exclusivement de pays asiatiques. Sans grande surprise, la Corée du Nord ferme le classement, à la 180^e et dernière place du classement.

A l'avant-dernière place, la Chine (179^e) est la plus grande prison pour les journalistes au monde : le régime détient actuellement au moins 127 journalistes. Le simple fait d'enquêter sur un sujet tabou ou de publier des informations censurées peut valoir des années de détention dans des prisons insalubres, la torture, voire la mort.

La pandémie de Covid-19 a constitué un prétexte idéal pour intensifier la répression : au moins dix journalistes et commentateurs en ligne ont été arrêtés en 2020 parce qu'ils avaient tenté d'informer leurs concitoyens, le plus objectivement possible, sur la situation réelle de l'épidémie de Covid-19 à Wuhan.

RSF a publié, à la fin de l'année 2021, soit un an avant le 20^e Congrès du Parti communiste chinois, un document accablant de quatre-vingt-deux

bruxellois et de nouveaux arrivants, il décroche une colocation – temporaire - à Etterbeek.

Et ce n'est pas tout : très sociable, avide de rencontres, Emmanuel est ravi de pouvoir participer à l'opération Journalistes en classe (JEC) et d'ainsi sensibiliser des étudiants aux réalités de l'exil et aux persécutions dont sont victimes de nombreux journalistes dans le monde.

Tous les rêves sont permis

Bien décidé à tirer parti de sa chance, voici un an, le jeune homme s'inscrit à une formation d'animation/réalisation radio à l'EFP, un centre de formation en alternance situé à Uccle. Au même moment, il fait le siège – ce sont ses mots – de Radio Panik, une association multi-

culturelle implantée à Saint-Jossten-Noode (Bruxelles), qui entend contribuer, avant tout par le moyen de la radiodiffusion, à la promotion socioculturelle de la population dans la région bruxelloise. Son entêtement s'avère payant, puisqu'il y est accepté en tant que stagiaire, et peut participer à la présentation de l'émission *Les Promesses de l'aube* programmée entre sept et neuf heures du matin, une tranche horaire de grande écoute. « *J'y allais tôt le mardi matin, avant d'aller à l'école, j'adorais, la radio est mon média favori, et j'ai en plus la chance de pouvoir proposer mon propre programme de musique, ce qui me passionne également.* »

Mais voilà, la réalité le rattrape : l'aide qu'il reçoit du CPAS d'Etter-

beek n'est pas bien grasse, et Emmanuel doit se mettre en quête d'un nouveau logement, un Graal quasiment impossible à décrocher en l'absence d'une vraie fiche de paie. La mort dans l'âme, Emmanuel décide d'arrêter sa formation d'animateur/réalisateur radio à l'EFP pour travailler en tant qu'aide-soignant. Cela ne l'empêche pas de continuer de se dire, qu'un jour, il renouera avec le journalisme. Ni de penser tous les jours au pays : « *Quand le Cameroun sera enfin libéré de son président "à vie", je retournerai au Cameroun. Pour y ouvrir une radio.* »

(1) Le Cameroun occupe la 138^e place sur 180 du Classement mondial de la liberté de la presse 2023 établi par Reporters sans frontières.

presse dans le monde

pages intitulé « Le grand bond en arrière du journalisme en Chine », un rapport qui révèle l'ampleur de la campagne de répression menée par les autorités chinoises contre le droit à l'information.

Le rapport mesure aussi la détérioration de la liberté de la presse à Hong Kong, autrefois modèle de la liberté de la presse, et qui enregistre désormais un nombre croissant de journalistes arrêtés au nom de la sécurité nationale.

La Chine est aussi l'une des principales puissances exportatrices de contenus de propagande. Car Pékin ne se contente pas de contrôler l'accès à l'information à l'intérieur de ses frontières : le régime tente aussi, par tous les moyens, d'influencer le contenu des informations en-dehors de ses frontières. « *Si la Chine continue dans cette direction, les citoyens chinois risquent de perdre l'espoir de voir un jour la liberté de la presse instaurée dans leur pays, et le régime de Pékin parviendra peut-être à imposer son anti-modèle, y compris dans d'autres pays* », s'inquiète Christophe Deloire, secrétaire général de RSF.

Le Vietnam (178) poursuit quant à lui sa traque inlassable des repor-



La liberté de la presse est une réalité dans une minorité de pays dans le monde. Un peu partout, les journalistes qui osent une voix dissidente par rapport au régime en place sont menacés, emprisonnés, torturés, ou tués.

ters et commentateurs indépendants trop peu révérencieux à l'égard du régime. La Birmanie (173^e) représente la deuxième prison du monde pour les journalistes et, en Afghanistan (152^e), les conditions de travail des journalistes ne cessent de se détériorer et les femmes journalistes ont été littéralement effacées de la vie publique.

Maghreb et Moyen-Orient : situation « très grave »

La région Maghreb - Moyen-Orient est extrêmement dangereuse pour les journalistes : dans plus de la moitié des pays de la zone, la situation est considérée comme « très grave ». Le score très bas de certains pays comme la Syrie (175^e), le Yémen (168^e), ou l'Irak (167^e), reflète le nombre impor-